

EL-TARF

La RN44 fermée à la circulation automobile et sit-in de l'Unpef

Il semble que les responsables locaux sont de plus en plus débordés par les protestations à répétition des citoyens.

Les habitants de la commune d'Aïn El-Assel ont procédé à la fermeture de la RN44 à la circulation automobile en usant de blocs de pierres et autres objets hétéroclites au niveau de l'endroit appelée communément El-Baffa, durant toute la matinée d'hier, et ce, en signe de protestation contre la liste des 400 bénéficiaires de l'aide à l'habitat rural.

Interrogés, les protestataires ont affirmé que, selon les échos parvenus du siège de la commune, «le maire a confectionné une liste suivant des critères subjectifs, basés sur le clientélisme, les liens familiaux et autres calculs terre à terre».

«Cette action n'est que partie remise. Nous reviendrons à la charge à chaque fois jusqu'à la prise en compte de notre principale revendication, à savoir revoir de fond en comble la liste des bénéficiaires», ont-ils ajouté.

Pour le maire, «ce mouvement de protestation n'a pas lieu d'être. La liste n'est pas encore affichée et un grand nombre de protestataires sont, en fait, des bénéficiaires de l'habitat rural».

Par ailleurs, les habitants du village d'Aïn-Khiar, relevant de la commune d'El Tarf et comptant plus de 5 000 âmes, ont coupé la route, un chemin de wilaya, à la circulation durant toute la



journée d'hier, pour réclamer l'éclairage public, le gaz naturel, le bitumage des routes dans les cités

et enfin que soient lancés des projets d'amélioration urbaine. Au même moment, les représen-

tants du bureau de wilaya de l'UPEF (Union nationale des professeurs de

l'éducation et de la formation) ont organisé un sit-in devant le siège de la wilaya, sous le slogan «Pour la dignité de l'éducateur», pour demander aux autorités locales la prise en charge de leur plate-forme de revendications qui contient seize points.

Restent que les habitants de la wilaya veulent maintenant du concret, et semblent refuser les promesses ressassées à chaque fois et sans lendemain. De fait, et face à ce déluge de revendications et de doléances, les autorités locales sont prises de cours. Ainsi, il devient de plus en plus évident qu'elles sont incapables de réagir et d'absorber la colère exponentielle de la population.

Daoud Allam

RASSEMBLEMENT DEVANT LE SIÈGE DE LA WILAYA DE BÉJAÏA Les propriétaires réclament leurs fusils

Les propriétaires des fusils de chasse de la wilaya de Béjaïa sont revenus à la charge dans la journée d'hier, à travers un rassemblement observé devant le siège de la wilaya pour réclamer leurs armes.

Comme lors de la journée du 17 janvier passé, ils étaient quelque trois cents personnes à s'être donné rendez-vous pour une autre manifestation de rue afin d'exiger des autorités concernées la restitution de leurs fusils de chasse.

Des armes que nombre de citoyens avaient, pour rappel, déposé auprès des brigades de gendarmerie, durant l'année 1993, au lendemain des premières incursions de groupes terroristes islamistes dans plusieurs villages de Kabylie, quand un grand nombre de citoyens avaient été délestés de leurs armes.

Venus de plusieurs localités de la vallée de la Soummam ainsi que de la région du Sahel, les

manifestants ont occupé l'un des axes routiers, à hauteur du siège de la wilaya, perturbant fortement la circulation automobile durant toute la journée d'hier.

1 372 propriétaires de fusils à Béjaïa attendent toujours la restitution de leur arme, nous a signalé le responsable de la coordination de wilaya des propriétaires de fusils de chasse «confisqués» par les autorités.

Comme pour leur précédente manifestation, les manifestants n'ont pas été reçus par le wali de Béjaïa, hier.

Il convient de signaler que, lors du rassemblement de janvier dernier, une délégation de manifestants avait été reçue par le secrétaire général de la wilaya en présence du DOPS.

Les représentants du wali, tout en reconnaissant la «légitime» revendication des propriétaires, ainsi que «les lenteurs enregistrées dans la restitution des fusils», ont promis de «relancer l'affaire». «Nous allons saisir le

ministère de l'Intérieur et les services de l'armée impliqués dans la gestion de ce dossier pour vous aider à récupérer votre arme», telle a été la réponse des autorités de la wilaya aux protestataires, selon l'un des membres de la coordination précitée.

Les manifestants n'ont pas réussi, une autre fois dans la journée d'hier, à rencontrer le wali qui accompagnait le ministre des P et T, en visite de travail dans la wilaya, à travers certaines localités pour lui exposer leurs doléances. «Cela fait dix-huit ans que nous avons déposé nos fusils. Aujourd'hui, nous tenons à récupérer notre bien pour nous protéger. Nous avons vainement fourni des dossiers, mais à chaque fois, c'est le même calvaire. Qu'on nous dise clairement non et on sera alors définitivement fixés sur le sort de nos fusils», déclarent plusieurs des manifestants rencontrés sur le lieu du rassemblement.

A. Kersani

SÉTIF

Grève générale des bouchers à El-Eulma

Les bouchers d'El-Eulma ont entamé ce jour une grève générale illimitée en raison des pourparlers qui n'ont pas abouti entre l'APC et l'adjudicataire. Ce dernier, fort du cahier des charges, a voulu appliquer la taxe de 10 kg sachant qu'auparavant elle était de 5 DA le kilogramme et ce, à partir du 1^{er} janvier 2011.

Les bouchers ont refusé de payer ce nouveau prix, appuyés en cela par les autorités locales et notamment l'APC. Devant cet état de fait, l'abattoir

fermera ses portes mettant ainsi plusieurs employés au chômage forcé et l'adjudicataire intentera une action auprès de la justice pour

faire valoir ses droits.

Devant ce bras de fer les bouchers se rabattront sur l'abattoir de Sétif qui, fait étonnant, applique le tarif de 5 DA/kg, étant entendu qu'il est propriété de l'APC et que ses employés émargent à cette même institution. Pourtant, cette nouvelle taxe de 10 DA instituée par la loi complémentaire sur le budget 2010 est

applicable à travers le territoire national et ne souffre aucune autre interprétation.

En attendant que ce dossier très sensible trouve enfin sa régularisation, les bouchers d'El-Eulma, au nombre de plus d'une centaine, ont décidé de fermer boutique au grand dam de toute la population, livrée à elle-même.

Mostefa Djafar

GUELMA

Indignation au lycée Ben-Mahmoud

Les enseignants et autres employés du lycée emblématique de la ville de Guelma, Mahmoud Ben-Mahmoud, ont tenu à nous faire part de leur plus profonde indignation suite à la mise en détention préventive d'un de leurs collègues. Il s'agit d'un père de famille âgé de 51 ans exerçant comme agent de sécurité dans cet établissement scolaire. Il est poursuivi pour coups et blessures sur un élève de 1^{re} année moyenne. Selon des témoignages recueillis sur place, la victime, qui était absente, s'est présentée le jour de l'incident à 15h 40 et a tenté de rejoindre la classe par le portail réservé aux enseignants. La dispute aurait dégénéré quand l'agent a poussé la porte au nez de l'élève. Ce dernier, en tentant d'entrer de force, s'était blessé au visage et à la main, par des éclats de verre, d'une vitre brisée, précise notre source.

Les employés étaient nombreux à exprimer leur soutien pour cet agent, réputé, selon eux, pour son sérieux. «Nous souhaitons un dénouement rapide et heureux pour ce père de famille», ont-ils déclaré. Par ailleurs, nous apprenons que le jugement sera rendu en début de semaine prochaine.

N. Guergour

SOUK-AHRAS

Le siège de la commune de Khedara fermé depuis cinq jours

Le siège de la commune frontalière de Khedara, distante de 50 km du chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras, est fermé depuis au moins cinq jours, suite à un mouvement de protestation d'une centaine de manifestants qui dénonçaient la marginalisation de plusieurs mechtas, telles que Boumenjel, Henchir El Gllil et Sidi Badi. Les habitants de cette commune, lassés, pour cause de dégradation de l'état de la route menant vers ces localités désenclavées, n'en peuvent plus des promesses jamais tenues des élus. Ils ont réclamé le départ du maire de Khedara. Par ailleurs, nous venons de savoir que des représentants de la société civile ont été reçus par le chef de l'exécutif dans le but de trouver une solution aux moults problèmes soulevés.

Barour Yacine

Nouredine Cheikh nous a quittés

Considéré comme l'un des premiers techniciens de l'Entreprise publique de télévision (EPTV), Nouredine Cheikh est décédé, hier à Alger, suite à une crise cardiaque. La soixantaine, le défunt a intégré l'entreprise de la télévision, dès l'âge de 25 ans. «Dès les années 1970, il était opérateur de prise de vues à la télévision. C'était quelqu'un de très actif», témoignent ses collègues.

Nouredine Cheikh avait assisté à l'assemblée générale de la section syndicale du siège de l'EPTV avant de succomber à son malaise.